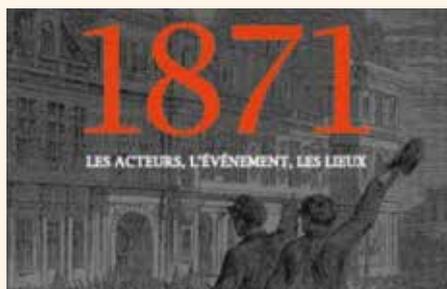


# Le fil rouge

REVUE TRIMESTRIELLE  
DÉPARTEMENTALE  
D'HISTOIRE SOCIALE  
2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2021  
N°73 -12€



## Vive la Commune p.3



**La Commune de Paris 1871,  
les acteurs, l'évènement, les lieux**  
p. 23



**Le Cri du peuple**  
p. 23



**Les femmes  
dans la Commune de Paris**  
p. 23



## Sommaire

Pages 3 à 6 :

Quelques faits marquants de la période communarde en Seine-Inférieure.

Page 7 à 11

Retour sur l'exposition

- La Commune de Paris, origine et déclenchement.
- La Commune à l'œuvre.
- La Commune de Paris: répression
- Repères chronologiques
- Bruno Auguste Braquehais.

Pages 12 à 20 :

La Commune de Paris vue par Bruno Braquehais

Pages 21 à 22 :

La Commune est un évènement-monde

Page 23 :

La bibliothèque du syndicat et de l'Union locale.

# Comme une...

La Commune de Paris a 150 ans ! Un anniversaire attendu qui va ponctuer cette année notre action. Pour l'occasion, complément aux nombreux ouvrages publiés, *Le fil rouge* se fait catalogue. Celui d'une exposition que nous avons montée afin de relater en images cet évènement majeur et fondateur de notre histoire sociale. Un photoreportage, en vérité ; le tout premier réalisé en France ! Ce regard témoin, nous le devons au photographe sourd muet dieppois, Bruno Braquehais. Mais à quoi bon éveiller les fantômes de ces damnés de la terre se lançant à l'assaut du ciel si ce n'est pour que leurs expériences nous parlent, nous poussent à comprendre et invitent à poursuivre leur élan émancipateur ! Absente ou caricaturée dans les manuels scolaires, cette insurrection armée reste méconnue. Pourtant, écho de la Révolution française, la Commune ébauche les principes d'une démocratie réelle, « gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ». Elle augmente les salaires, proclame l'école laïque, gratuite et obligatoire, prône la séparation de l'Église et de l'État, se préoccupe de l'accès à la culture... Elle constitue le premier mouvement féminin de masse, l'Union des Femmes, et, fait unique, plusieurs étrangers y occupent une place dirigeante. Bravant courageusement une répression féroce, combattant les doutes, les divisions et incompréhensions, les illusions ou le manque de perspectives, elle dure 72 jours, du 18 mars, celui du soulèvement, au 28 mai, dernier de la « semaine sanglante ». Sa puissance est toutefois telle, qu'outre d'influencer le mouvement ouvrier français de la fin du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, elle inspirera bien d'autres séditions au plan international et idéaux révolutionnaires d'obédiences anarchistes, libertaires ou marxistes. Sans surprise, la mainmise du capital conduit toujours les héritiers de ceux qui massacrèrent les Communards à considérer que ces aspirations d'hier n'ont plus lieu d'être. Or, le mérite de la Commune est d'avoir ouvert la voie à des ambitions neuves, écrasées jusqu'alors par le doute. Elle nous rappelle aussi que la démocratie est affaiblie par la délégation de pouvoir, que celle-ci vacille sous le coup de l'autoritarisme. Enfin, quand une société va mal et quand une nation hésite, seule une implication populaire massive peut innover et relancer des forces confinées. De quoi susciter, COMME UNE envie de printemps...

Sylvain Brière

## 2021 SOUTENEZ VOTRE INSTITUT ET LE FIL ROUGE

Cela fait plus de 20 ans qu'existe notre Institut. Vous appréciez notre travail et nos initiatives ; aidez-nous à faire connaître « Le Fil Rouge » autour de vous, dans votre syndicat, dans votre comité d'entreprise, dans votre bibliothèque ou médiathèque, dans votre municipalité.

Notre Institut CGT d'Histoire Sociale est une association loi 1901. À ce titre, il vit essentiellement des moyens provenant de la cotisation annuelle de ses adhérentes et de ses adhérents, ainsi que grâce au dévouement de ses militants et d'historiens bénévoles. Depuis quelques mois, tous les adhérents de notre Institut reçoivent, par courriel, une lettre qui les informe de la vie de notre Institut, de ses rendez-vous, de ses initiatives.

N° 73 - 23<sup>e</sup> année  
Édité par l'IHS CGT 76  
Courriel : [ihsct76@laposte.net](mailto:ihsct76@laposte.net)  
Site : [www.ihsct76-lefilrouge.fr](http://www.ihsct76-lefilrouge.fr)

N° ISSN : 1625-4503  
N° Siret : 7529047220028

Directeur : Jacky Maussion  
Responsable de la publication :  
Jacky Maussion, Alain Bozec,  
Sylvain Brière, Grégory Laloyer

Ont participé à ce numéro : Florent Godguin,  
Sylvain Brière, Jacky Maussion.

Iconographie : Amis et Amies de la Commune de Paris, comité de Dieppe. Martial Pétras. Fonds ancien de Dieppe. Musée d'art et d'histoire Paul Eluard de la Seine-Saint-Denis cliché I Andréani. Photos de Bruno Braquehais.

Conception graphique : Médiris  
06 21 48 99 00  
[mediris.fr](http://mediris.fr)  
Numéro d'émetteur : 522992.

Imprimerie : Public Imprim.



# Quelques faits marquants de la période communarde en Seine-Inférieure

**1** Collection Amies et Amis de la Commune de Paris. Comité de Dieppe.

**Rouen, Dieppe, Le Havre, Elbeuf... La Commune essaime en province. Les principales villes de notre département sont marquées par l'expérience communarde et comptent de nombreux sympathisants**

La Commune de Paris n'a pas éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein

Les années 1864-1871 constituent, dans l'histoire du mouvement ouvrier français et international, une période décisive suite à la loi du 25 mai 1864 sur les coalitions ouvrières et du 30 mars 1868 sur les chambres syndicales, création des premières chambres syndicales, chambres fédérales, sociétés ouvrières, autant d'acquis obtenus par une classe ouvrière sur un pouvoir impérial qui s'effrite.

L'Association internationale des travailleurs (A.I.T) dont le siège est à Londres est un soutien important pour les luttes qui se développent, notamment dans notre département, relié à l'Angleterre par les lignes de navigation. Vers la fin des années 60, l'A.I.T. est implantée dans les vallées industrielles de la Seine à

Rouen, Elbeuf, du Cailly, de l'Austreberthe, à Bolbec, au Havre et dans l'arrondissement de Dieppe, Longueville, Torcy, Saint-Nicolas d'Aliermont.

À la même époque, nous ne relevons pas moins de 27 grèves touchant tous les corps de métiers entre 1868 et 1870 pour la seule région rouennaise.

Le « cercle d'études économiques », formé fin 1865 par le lithographe Emile Aubry, fut accusé d'être l'instigateur de ces mouvements. Les objectifs de cette association (on disait société) sont formulés dans l'avant-propos de ses statuts: « (...) la société n'ayant d'autre but que de propager les idées économiques qui font la base de l'organisation et qui peuvent résumer par ces mots: "Guerre aux monopoles", devra aider, moralement et matériellement, chacune des industries qui entretiennent la richesse de notre circonscription à

Par  
Guy Décamps  
membre du conseil  
d'administration  
de l'Institut CGT  
d'Histoire Sociale  
de la Fédération  
des cheminots.  
Il a rédigé cet article  
en 2000. Cf. *Le Fil  
rouge*, n° 8, 2000

2 Dix-huit mars, Carmagnole, par Steinlen (1859-1923). Affiche dessinée en mars 1894 pour commémorer la Commune.



*se constituer corporativement en accord avec les lois qui régissent la société moderne... ».*

Par la suite, ce cercle se ralliera à l'A.I.T. Une des rares publications de l'A.I.T paraissant à Rouen était la Réforme Sociale; elle disparaîtra en 1870.

Ce n'est cependant qu'à partir du 4 septembre 1870 que l'A.I.T se montre dans les réunions publiques, à côté de la Démocratie radicale.

À partir de décembre 1870 (le 5 pour Rouen, les 9 et 14 pour Dieppe), la Seine-Inférieure fut envahie et occupée par les Prussiens jusqu'au 3 juin pour Dieppe et jusqu'au 22 juillet pour Rouen. Le Havre ne fut ni conquise, ni occupée, l'armistice intervenant avant l'arrivée de l'armée allemande. Le département est donc coupé en deux, avec deux situations différentes.

### La situation dans la région rouennaise

Au plébiscite impérial du 8 mai 1870, si le NON obtient 39 % dans l'agglomération rouennaise, il est majoritaire dans la ville. Rouen est alors une des principales villes industrielles de France (101 000 habitants en 1866), fortement marquée par le textile.

Le 20 mars 1871, le Conseil Général de Seine-Inférieure prend position contre la Commune de Paris et demande aux communes de s'opposer à ce qu'il qualifie de révolte de Paris et de sa population : sur les 50 conseillers généraux, 43 signèrent l'appel. Parmi les 7 réfractaires, on comptait quatre radicaux dont Jacques Corp'd'homme de Rouen, qui était l'oncle de Guy de Maupassant, et trois Havrais dont Peulevet.

**Le 24 avril 1871, les membres de la Fédération ouvrière rouennaise et le Comité radical font cause commune au cours d'une assemblée. Ils adoptent un manifeste en faveur de la Commune de Paris :**

*« Unis dans une fraternelle solidarité pour la revendication des franchises du peuple et du triomphe de la révolution, les membres de la fédération rouennaise et du comité radical de Seine-Inférieure saluent avec enthousiasme l'avènement de la Commune de Paris et adhèrent sans réserve à son programme. Dans ce duel sanglant de l'autorité contre la souveraineté du peuple, du privilège contre l'équité, alors que les monarchistes ont consommé la criminelle coalition sanctifiée par l'église, il est bon que Paris sache que, malgré la corruption et la pression administrative, malgré les mensonges et les calomnies d'une presse déloyale, il est, en province, des cœurs qui battent à l'unisson des aspirations de la capitale et partagent ses espérances.*

*Que la Commune de Paris dans son œuvre sans relâche et sans faiblesse soit sûre que, par toute la France, la démocratie désavoue hautement le gouvernement fratricide de Versailles. La victoire ne sera pas lente à consacrer l'émancipation du peuple et le triomphe de la République.*

*Vive la Commune. Vive la République. »*

Le Préfet, craignant un mouvement révolutionnaire, emprisonne les meneurs Jacques Corp'd'homme, Ernest Vaughan, Désiré Frich, Boulanger, Louis Fossard, Gustave Mondet, Jean-Claude Creusot, Jacques Perche, Paul Delaporte, Jean-Louis Lécureuil. Les emprisonnés, appelés « communards », furent jugés à Rouen le 15 septembre 1871.

Emile Aubry est à Paris depuis le 17 mars. Vaughan le remplaçait donc à la tête de l'A.I.T qui se retrouve ainsi décapitée. Cependant, l'association qui a compté plus de 2000 adhérents dans la région rouennaise essaie de réagir. Fin avril deux affiches sont collées à Elbeuf, où l'A.I.T a de nombreux sympathisants :

« République Française – Liberté – Egalité – Fraternité – Citoyens. Comme nous sommes sous la terreur de Versailles, nous vous engageons à ne pas voter. Vive la République, Vive la Commune. »

Et,

« Citoyens – La police emprisonne nos frères, l'aristocratie d'Elbeuf s'entend avec les Versaillais pour égorger nos frères de Paris. Que les sbires tremblent: nous n'avons pas d'arme, faisons la St Barthélémy. »

Un appel à une manifestation est lancé à Darnétal pour le 29 avril. Du côté de Montville et de Fontaine-le-Bourg, le commissaire de police signale que « des individus se sont présentés dans les ateliers pour détourner les ouvriers de leurs devoirs et faire de la propagande en faveur de la Commune de Paris ».

Cependant le coup a porté si bien que la conjonction de l'occupation allemande et l'arrestation des principaux militants empêchent le déploiement de tout soutien à la Commune de Paris.

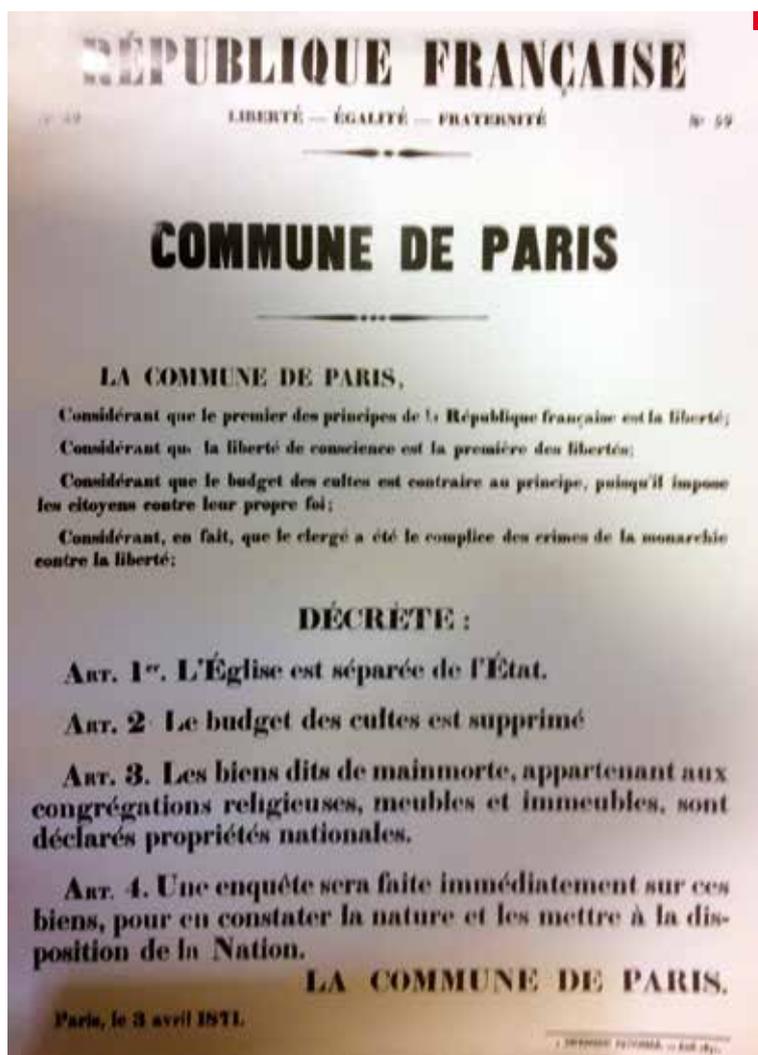
### La situation dans la région dieppoise

Le sous-préfet de Dieppe signale que, à l'exception de Dieppe, où la seule concentration ouvrière est la manufacture des tabacs fermée par l'occupant en 1870, « dans toute agglomération d'industrie, on rencontre un développement marqué de l'esprit révolutionnaire, et la plupart des ouvriers professent des idées révolutionnaires plus ou moins avancées ». « Il existerait quelques adhérents (de l'A.I.T) à Longueville, Torcy où se trouvent plusieurs fabriques importantes » (textile, teinture, horlogerie). « D'autre part, la commune de Saint-Nicolas-d'Aliermont a, de tout temps, été signalée comme un foyer d'opinions anarchiques. L'on a vu depuis quelques mois plusieurs enterrements civils, et tout donne lieu à supposer que l'A.I.T. y aurait des recrues plus ou moins nombreuses ».

Un évènement va retentir dans le ciel dieppois. Le matin du 24 avril 1871, une affiche placardée sur les murs du port de Dieppe signée par six ouvriers de Saint-Nicolas et un de Torcy est découverte par le commissaire de police. Dans son rapport le sous-préfet tente de minimiser l'affaire: « C'est à peine si les ouvriers ont eu le temps d'en prendre connaissance et ceux qui la lisaient ne pouvaient en approuver le contenu. Le parquet est saisi de l'affaire afin de découvrir l'auteur de cette ridicule et odieuse provocation de désordre. À

**« Unis dans une fraternelle solidarité pour la revendication des franchises du peuple et du triomphe de la révolution, les membres de la fédération rouennaise et du comité radical de Seine-Inférieure saluent avec enthousiasme l'avènement de la Commune de Paris et adhèrent sans réserve à son programme ».**

supposer, comme le prétendent certaines personnes qu'il règne une agitation sourde au sein de la classe ouvrière, cette agitation ne s'est pas produite encore par aucun fait matériel et saisissable ».



3 Collection Amies et Amis de la Commune de Paris. Comité de Dieppe.

## « Au Havre, seule région du département qui ne soit pas occupée par l'armée allemande, la Commune a de nombreux sympathisants organisés dans les Démocrates radicaux et dans le club des socialistes. »

### Le texte de l'affiche est sans ambiguïté :

Au nom de la sainte liberté, citoyens français, l'heure de partir est arrivée, il faut rompre nos chaînes et courir devant Paris outragé, car ce jour des justes révolutionnaires, les vrais républicains, ils nous appellent, allons-y leur donner, ils nous montrent l'exemple, ils sacrifient leur sang pour nous. Le nôtre leur appar-

tient, il nous faut assurer notre avenir, nous avons des armes et saurons en trouver. Paris seul le montre, mais nous devons tous nous présenter le poing armé, car voulant étouffer la liberté à Paris, la France entière succombera et nous, nous serons replongés dans cet abîme dont nous sortons à peine.

Le sang français après la crise que nous venons de passer n'est pas dégénéré, et il fait voir au gouvernement de Versailles qu'il ne peut exister plus longtemps. Rappelez-vous comme l'a dit un grand homme que celui qui ne pense que pour lui doit être pendu, ainsi (...) fait Bazaine, Canrobéri, Urel de Paladines, Trochu et Ducroc, et ces infâmes généraux oseraient nous conduire à achever notre entière destruction (...)

### La situation au Havre

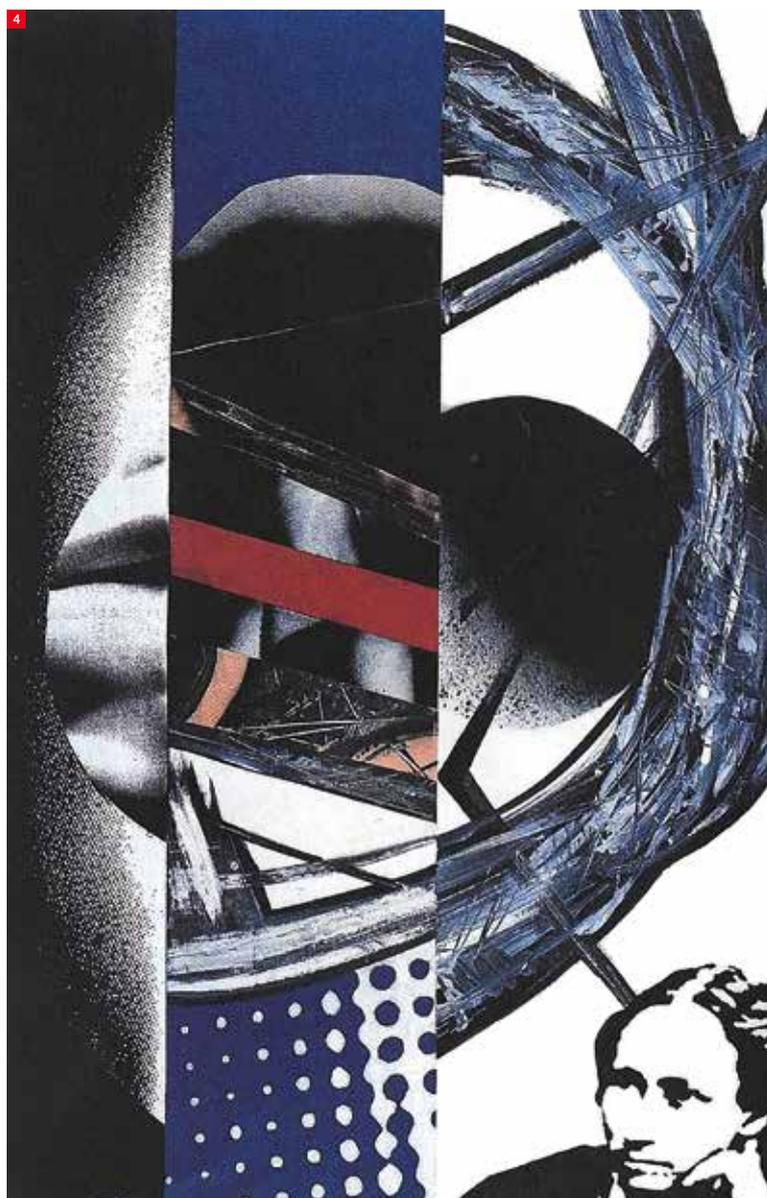
Au Havre, seule région du département qui ne soit pas occupée par l'armée allemande, la Commune a de nombreux sympathisants organisés dans les *Démocrates radicaux* et dans le club des socialistes,

*appelé encore club communiste, qui se regroupent vers la mi-avril, dans un Comité central républicain de solidarité.* Il tint des séances fréquentes, rue Bernardin de Saint-Pierre en avril 1871. L'un de ses objectifs était de préparer les élections municipales du 30 avril. Son président, Détré<sup>1</sup>, 27 ans, correcteur d'imprimerie qualifié d'« *homme intelligent et dangereux* » par le Préfet s'efforçait d'après ce dernier de recruter des adhérents à la Commune. Cependant, il tempère régulièrement l'ardeur des participants aux réunions en rappelant « *nous n'avons pas le sou et pas de relation avec l'AIT* ».

Les sympathies de tous ceux qui prirent part aux débats étaient acquises à la Commune de Paris. « *Toutefois, dans les derniers temps de la lutte, alors que la prolongation de la résistance jetait l'inquiétude et l'alarme dans les esprits, certaines personnes dissimulaient leur sympathie pour l'insurrection* », signale le rapport de la préfecture de Rouen dans l'enquête sur les causes de l'insurrection du 18 mars et ses ramifications.

Ce Détré, Havrais en 1871, est sans doute le même Détré qui accueillera Louise Michel à Dieppe le 9 novembre 1880.

4 Tableau de François Féret «Le rêve de Louise Michel» réalisé à l'occasion de l'exposition de l'Assemblée Nationale en 2001. Photo Martial Pétras.



1. Voir biographie dans le Maitron (Gilles Pichavant)

# Retour sur l'exposition

## LA COMMUNE DE PARIS, ORIGINE ET DÉCLENCHEMENT



• Les Hommes de la Commune, gravure de Jules Robert.  
 ◊ Plan de la Commune de Paris par Charles Ponce.  
 ◊ Cachet du Comité Central de la Garde Nationale.



La Commune de Paris, du 26 mars 1871 jusqu'à la « semaine sanglante » (21 - 28 mai), désigne une période révolutionnaire à Paris, qui, contre le gouvernement, issu de l'Assemblée nationale qui vient d'être élue, établit une organisation ouvrière comme organisatrice de la ville, et gouvernement prolétarien. Dans plusieurs autres villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Toulouse, Narbonne, Grenoble, Limoges) des communes sont proclamées à partir du 3 mars 1871, mais elles furent toutes rapidement réprimées.



### La Commune de Paris origines et déclenchement

Le 17 mars 1871, Thiers et son gouvernement, évaluant mal l'état d'esprit des Parisiens, envoient la troupe au cours de la nuit s'emparer des canons de la butte Montmartre. Ce même jour, Thiers prend soin de faire arrêter Auguste Blanqui (républicain révolutionnaire surnommé « l'Enfermé » parce qu'il avait passé plus de la moitié de sa vie dans les prisons des rois et de l'empereur) qui se reposait chez un ami médecin à Bretenoux (Lot). De là, il le fait transférer en

Bretagne, sous surveillance militaire, avec ordre de tirer en cas d'évasion.

Le 18 mars, à Montmartre, au matin, le peuple parisien s'oppose à la troupe venue chercher les canons, puis, rapidement, celle-ci fraternise avec lui. Un peu partout dans Paris la population s'en prend aux représentants supposés du gouvernement, élève des barricades et fraternise avec la troupe. Deux généraux, Claude Martin Lecomte qui avait donné ordre de tirer sur la foule et Clément Thomas (responsable de massacres en juin 1848), sont fusillés rue des Rosiers (en partie rue du Chevalier-de-La-Barre actuelle). C'est le début de l'insurrection. Thiers gagne Versailles, environ 100 000 Parisiens, surtout provenant des quartiers chics de l'ouest parisien et des fonctionnaires, l'y suivent.



# LA COMMUNE À L'ŒUVRE



© Portrait de Commanard, Urbietta.  
 © La barricade, Monet, lithographie.

leurs propriétaires (assimilés à des déserteurs) et prévoit de les remettre à des coopératives ouvrières après indemnisation du propriétaire : deux ateliers fonctionneront ainsi pour la fabrication d'armes (la journée de travail y est de 10 heures et l'encadrement est élu par les salariés).

Pour lutter contre le dumping salarial dans les appels d'offres concernant les marchés publics, un cahier des charges avec indication du salaire minimum. Les bureaux de placement de la main d'œuvre, entreprises privées très florissantes sous l'Empire, monopoles agissant bien souvent comme des «négriers», sont supprimés et remplacés par des bureaux municipaux (20 avril).

La plupart des professionnels de la justice ayant disparu, il faut pourvoir à tous les postes (il n'y a plus que deux notaires en activité dans Paris).

Il y a beaucoup de projets mais faute de temps peu seront mis en application. Les enfants légitimés sont considérés comme reconnus de droit.

Le mariage libre par consentement mutuel est décidé (16 ans pour les femmes, 18 ans pour les hommes); les actes notariaux (donation, testament, contrat de mariage) sont gratuits.

Dans l'enseignement, les professeurs du secondaire et du supérieur, assez peu favorables à la Commune, ont déserté lycées et facultés. Édouard Vaillant, chargé de ce secteur, prévoit une réforme qui vise à l'uniformisation de la formation primaire et professionnelle. Deux écoles professionnelles (une de

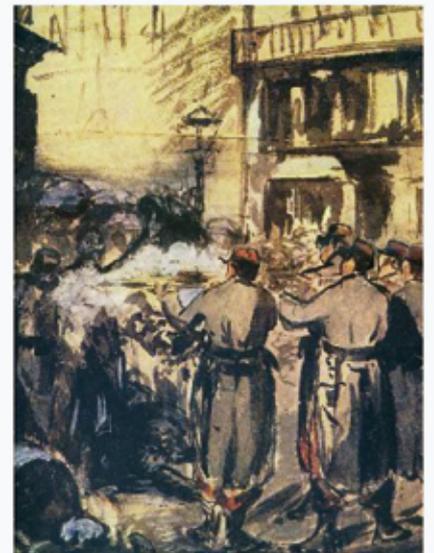


La Commune va administrer Paris jusqu'au 20 mai. Son action législative est considérable, de nombreuses mesures sont prises et appliquées à Paris pendant les 70 jours qu'elle dura. La plupart furent abolies après la destruction de la Commune. Sont décrétées des mesures d'avant-garde que la république n'a repris que plusieurs décennies plus tard.

La Commune prend quelques mesures symboliques: le drapeau rouge est adopté le 28 mars, et le calendrier républicain (an 79 de la République) est de nouveau en vigueur. La destruction de la colonne Vendôme, considérée comme le symbole du despotisme impérial, est décrétée le 12 avril et réalisée le 16 mai. La confiscation des biens de Thiers et la destruction de son hôtel particulier à Paris sont décidées (Thiers se fera rembourser plus d'un million de francs). Le Conseil de la Commune, issu d'un mouvement populaire, se préoccupe d'améliorer la condition des prolétaires. Le 20 avril, le travail de nuit dans les boulangeries est interdit, mais il faut lutter contre le travail clandestin par des saisies de marchandises et affichage de la sanction dans les boutiques. Le 16 avril, un décret réquisitionne les ateliers abandonnés par

garçons et une de filles) sont ouvertes. L'enseignement est laïcisé: l'enseignement confessionnel est interdit, les signes religieux chrétiens sont enlevés des salles de classe. Une commission exclusivement composée de femmes est formée le 21 mai pour réfléchir sur l'enseignement des filles. Quelques municipalités d'arrondissement, celle du XX<sup>e</sup> en particulier, qui ont alors la responsabilité financière de l'enseignement primaire, rendent l'école gratuite et laïque.

Dans le domaine des cultes, la Commune décrète la séparation de l'Église et de l'État, la suppression du budget des cultes et la sécularisation des biens des congrégations religieuses.



# LA COMMUNE DE PARIS : RÉPRESSION

- ☞ Le Mur des Fédérés au Père Lachaise, d'Alfred Darjeu.
- ☞ Massacre des dominicains d'Arcueil, Photomontage à des fins de propagande versaillaise, E. Appert.
- ☞ À la mémoire de Gomis de Paris, poème de Victor Hugo.

La Commune fut finalement vaincue durant la *Semaine sanglante*, qui débuta avec l'entrée des troupes versaillaises dans Paris le 21 mai pour s'achever avec les derniers combats au cimetière du Père-Lachaise le 28 mai. Là, le 28 mai 1871, cent quarante-sept fédérés, combattants de la Commune furent fusillés et jetés dans une fosse ouverte au pied du mur.



Le Mur des Fédérés au Père Lachaise (Paris) symbolise aujourd'hui la lutte pour la liberté et des idéaux.

Les témoins évoquent tous de nombreuses exécutions sommaires de la part des troupes versaillaises. On évoque, selon les sources, de 10 000 à 25 000 exécutions sommaires, viols, meurtres d'ouvriers communards durant la semaine sanglante.



En contrepartie, il faut noter que les Communards détruisirent une partie de Paris, notamment en incendiant volontairement plusieurs monuments publics historiques: le Palais des Tuileries, le Palais de Justice, le Palais de la Légion d'honneur, et l'Hôtel de Ville...



L'essentiel de l'état civil parisien fut détruit durant ces incendies. Il est néanmoins nécessaire de rappeler que les bombardements incessants des troupes régulières Françaises et Prussiennes furent responsables de nombreux incendies.



Parallèlement, des otages sont pris par les Communards. L'archevêque de Paris, Mgr Georges Darboy, est arrêté le 4 avril 1871 avec quatre innocents, selon l'ordre de la Commune de Paris qui agit selon le « décret des otages » du 2 prairial An 79. Il est enfermé à la prison de Mazas, et est exécuté à la Roquette suite à l'attaque des versaillais, le 24 mai en bénissant ses bourreaux.

La répression des Communards fut féroce: près de 10 000 condamnations à mort, 4 000 déportations au bagne de Nouvelle-Calédonie, etc.

Les lois d'amnistie n'interviendront qu'en 1880.

La basilique du Sacré-Cœur de Montmartre à Paris, fut construite à partir de 1873 par l'Église et l'État pour, entre autre, « expier les crimes des communards ».



# REPÈRES CHRONOLOGIQUES

## 1871

**1<sup>er</sup> mars** : les préliminaires de paix sont ratifiés par l'Assemblée nationale réunie à Bordeaux par 546 voix contre 107.

**1<sup>er</sup>/3 mars** : les Allemands entrent à Paris et occupent les Champs-Élysées.

**3 mars** : le général d'Aurelle de Paladines - accusé par les Républicains d'être responsable de la défaite de la 1<sup>re</sup> armée de la Loire - est nommé commandant de la Garde nationale.

**7 mars** : retour au fonctionnement antérieur du Mont-de-Piété.

**10 mars** : abrogation du moratoire des loyers et des effets de commerce. La solde des gardes nationaux est supprimée. L'Assemblée décide de siéger non à Paris mais à Versailles.

**11 mars** : le général Vinoy qui commande les troupes de Paris interdit plusieurs journaux républicains.

**10/15 mars** : constitution du Comité central de la Garde nationale.

**17 mars** : un conseil des ministres présidé par Thiers au Quai d'Orsay décide de faire enlever les canons qui sont à Montmartre et de faire ensuite arrêter les principaux meneurs révolutionnaires.

**18 mars** : début de l'insurrection communaliste. Échec de l'enlèvement des canons à Montmartre et Belleville. La troupe fraternise avec les insurgés. Les généraux Lecomte et Clément Thomas sont fusillés. Les autorités évacuent Paris et le Comité central de la Garde nationale s'installe à l'Hôtel de Ville.

**19 mars** : proclamation de la Fédération de la Garde nationale. Le Comité central de la Garde nationale annonce des élections communales.

**19/24 mars** : échec des négociations entre les maires d'arrondissement et députés de Paris, d'une part, et Comité central de la Garde nationale, d'autre part, pour éviter la guerre civile. Les maires de Paris sont accueillis par des huées à l'Assemblée nationale.

**22 mars/4 avril** : mouvements communalistes en province : à Lyon (22-25 mars), à Marseille (23 mars-4 avril), à Narbonne (24 mars), à Toulouse (24-27 mars), à Saint-Étienne (24-28 mars), au Creusot (26 mars).

**26 mars** : élections de la Commune de Paris.

**27 mars** : installation de la Commune de Paris.

**28 mars** : proclamation, à l'Hôtel de Ville, de la Commune de Paris.

**29 mars** : la Commune nomme dix commissions. Abolition de la conscription et des armées permanentes. Remise des trois derniers termes de loyers et suspension des ventes au Mont-de-Piété.

**2 avril** : séparation de l'Église et de l'État. Offensive surprise des Versaillais sur Courbevoie.

**3/4 avril** : échec des tentatives de sortie des fédérés sur Rueil, Bougival et Châtillon. Flourens et Duval, faits prisonniers, sont fusillés sans jugement.

**6 avril** : en riposte à cette exécution, la Commune vote le décret des otages. Mac Mahon est nommé commandant en chef de l'armée de Versailles.

**11 avril** : début des opérations menées par l'armée de Versailles. Constitution de l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés.

**12 avril** : décret sur les échéances : toutes les poursuites sont suspendues.

**16 avril** : décret sur la réquisition des ateliers abandonnés.

**17 avril** : doratoire des effets de commerce.

**19 avril** : vote par la Commune de la Déclaration au peuple français.

**24 avril** : réquisition des logements vacants.

**27 avril** : décret interdisant dans les ateliers le système des amendes et des retenues sur salaires.

**28 avril** : publication de l'Appel au peuple de campagnes. Interdiction du travail de nuit dans les boulangeries. Formation d'une commission pour organiser l'enseignement laïc, primaire et professionnel.

**30 avril** : démission de Cluseret, délégué à la Guerre, remplacé par le colonel Louis Rossel.

**1<sup>er</sup> mai** : Création par la Commune d'un Comité de salut public.

**7 mai** : dégagements gratuits des objets déposés au Mont-de-Piété et d'une valeur inférieure à 20,00 F.

**9 mai** : prise du fort d'Issy par les Versaillais.

**10 mai** : démission de Rossel, remplacé le lendemain par Delescluze.

**15 mai** : appel de la Commune aux grandes villes de France. Sécession de la minorité de la Commune qui refuse les dérives autoritaires du comité de salut public.

**16 mai** : la colonne Vendôme est abattue.

**19 mai** : décret de laïcisation de l'enseignement.

**21 mai** : les troupes de Versailles entrent dans Paris par la porte de Saint-Cloud. Delescluze lance un appel à la Résistance.

**21/28 mai** : la Semaine sanglante : des milliers de communards sont exécutés sans jugement. Massacres et incendies. Les otages sont exécutés. Dernières barricades dans l'est de Paris.

**29 mai** : reddition du fort de Vincennes qui était aux mains des communards mais qui n'avait pas participé à la guerre civile. Plusieurs officiers sont fusillés.

**Juin** : Mise en place des conseils de guerre.

**28 novembre** : exécution de Rossel, de Ferré et du sergent Bourgeois du 45<sup>e</sup> de ligne au camp de Satory.

## 1872

**14 mars** : dissolution générale des gardes nationales. Loi Dufaure interdisant l'affiliation à l'Internationale.

**3 mai** : départ du premier convoi de déportés pour la Nouvelle-Calédonie.

**29 septembre** : arrivée à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) du 1<sup>er</sup> convoi de déportés.

## 1875

**30 janvier** : l'amendement Wallon, voté à une voix de majorité permet l'instauration de la République.

## 1876

**février et mars** : Les élections donnent une forte majorité aux républicains à l'Assemblée nationale.

**1879 et 1880** : l'amnistie et le début de la célébration

**3 mars 1879** : vote d'une loi d'amnistie partielle.

**23 mai 1880** : première commémoration de la Commune au mur des fédérés.

**11 juillet 1880** : vote de la loi d'amnistie pleine et entière.

Chronologie extraite du site de l'association des Amies et Amis de la Commune de Paris 1871 - [www.commune1871.org](http://www.commune1871.org)

# BRUNO AUGUSTE BRAQUEHAIS

Bruno Auguste Braquehais est né à Dieppe en janvier 1823. Sourd de naissance, il est envoyé à l'Institut Royal des Sourds-Muets à Paris. Il est par la suite apprenti dans un atelier de lithographie à Caen (Calvados).



## Portrait de Braquehais

Il retourne à Paris en 1850 où il rencontre le photographe Alexis Gouin (c. 1799-1855) qu'il assiste dans la réalisation de portraits et d'images érotiques, souvent en stéréoscopie, et colorisées.

En 1851, Bruno Braquehais apparaît dans le *Bottin* comme photographe. Bruno et Laure Braquehais empruntent au mois de juillet 1851 l'audacieuse somme de 12000 francs or à une veuve de la place Vendôme au taux d'intérêt de 5% l'an et s'installent au

50, rue de Grenelle où ils resteront jusqu'en 1858 pour rejoindre le 110, rue de Richelieu, dans un ancien studio de Gustave Le Gray.

En 1856, il épouse Laure Gouin et le couple reprend le studio d'Alexis Gouin (qui fit le premier portrait photographié d'Alexandre Dumas) situé au 37, rue Louis Le Grand. Comme son beau-père, Bruno pratique le portrait et les nus féminins, au collodion humide et en daguerréotypes colorisés par son épouse.



Après le décès de sa belle-mère en 1863, Bruno Braquehais déménage avec sa femme au 11 boulevard des Italiens, à l'enseigne *La Photographie parisienne*.

En 1864, Braquehais et le photographe Despaquis montrent à la Société française de photographie un procédé de tirage au charbon qui est favorablement accueilli. Despaquis rejoint le studio du boulevard des Italiens.

Braquehais participe à différentes expositions de l'époque, comme l'Exposition universelle de 1867 à Paris où il obtient une mention honorable.

Pendant la Commune de Paris en 1871, Bruno Braquehais va faire de son propre chef un travail de « photo-reportage » sur les événements. Il réalise en tout environ 150 négatifs.

Ses photographies se distinguent de celles de ses homologues restés à Paris, car même s'il immortalise les ruines comme les autres, il s'intéresse aussi beaucoup aux gens et produit parmi les plus intéressants portraits de soldats fédérés sur les barricades. Son handicap ne semble lui avoir dressé aucune barrière, et au contraire, peut-être une certaine bienveillance de la part des sujets qui acceptent de poser pour lui. Il photographiera les deux côtés du conflit, c'est ainsi qu'il prend de très exceptionnelles photos des unités de cavalerie versaillaise stationnées au jardin des Tuileries.



Il nous laisse le corpus de photographies le plus signifiant et humain sur cette période et il est parfois vu comme un précurseur français du photojournalisme. Deux images illustrent particulièrement deux instants clés de la Commune.

L'une, *Les buttes Montmartre* (1871), fait référence à l'épisode des canons de Montmartre considéré comme le point de départ de la Commune. En effet, en mars 1871, le chef du gouvernement Adolphe Thiers doit faire face à des tensions suite à l'armistice signé avec les Allemands dont les conditions, dures et humiliantes, stipulent le désarmement de la garde nationale. Thiers s'exécute et y voit l'occasion d'asseoir son autorité. Il décide de récupérer les canons stockés sur la butte, financés par une souscription populaire au moment du siège de 1870.



Des soldats sont mandés le matin du 17 mars 1871 pour accomplir cette mission délicate mais la garde nationale et les Parisiens se mobilisent. Le chef du gouvernement sent le vent tourner alors que les soldats fraternisent avec le peuple. Dans Paris, tous les quartiers se soulèvent. Thiers se réfugie à Versailles où

il promet de revenir écraser la rébellion. La Commune, elle, est proclamée dix jours plus tard...

Sur la seconde image, *Barricade rue de Castiglione* (1871), des soldats de la garde nationale posent fièrement devant leur barrage érigé dans cette rue située entre la Concorde et la place Vendôme (rebaptisée à l'époque place Internationale). Réputée imprenable, cette barricade cède finalement à l'assaut des troupes versaillaises qui la prennent à revers le 22 mai 1871, le premier jour de la Semaine Sanglante.



La fin de sa vie n'est pas des plus gaies: Bruno Braquehais fait faillite en 1873 et est condamné à la prison pour abus de confiance. Le 21 octobre 1874, le jugement de séparation de corps et biens, à la demande de sa femme, est prononcé

(domicile du mari: 9, rue Sainte-Apolline).

Enfermé 13 mois à la prison de Mazas, il décède peu après sa libération en février 1875, à La Celle-Saint-Cloud.

# La Commune de Paris

vue par Bruno  
Braquehais



Bruno Braquehais. *Le Château de Saint-Cloud (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Les buttes Montmartre (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Canons et Mitrailleuses à la place Vendôme (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Première barricade à la place Vendôme (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



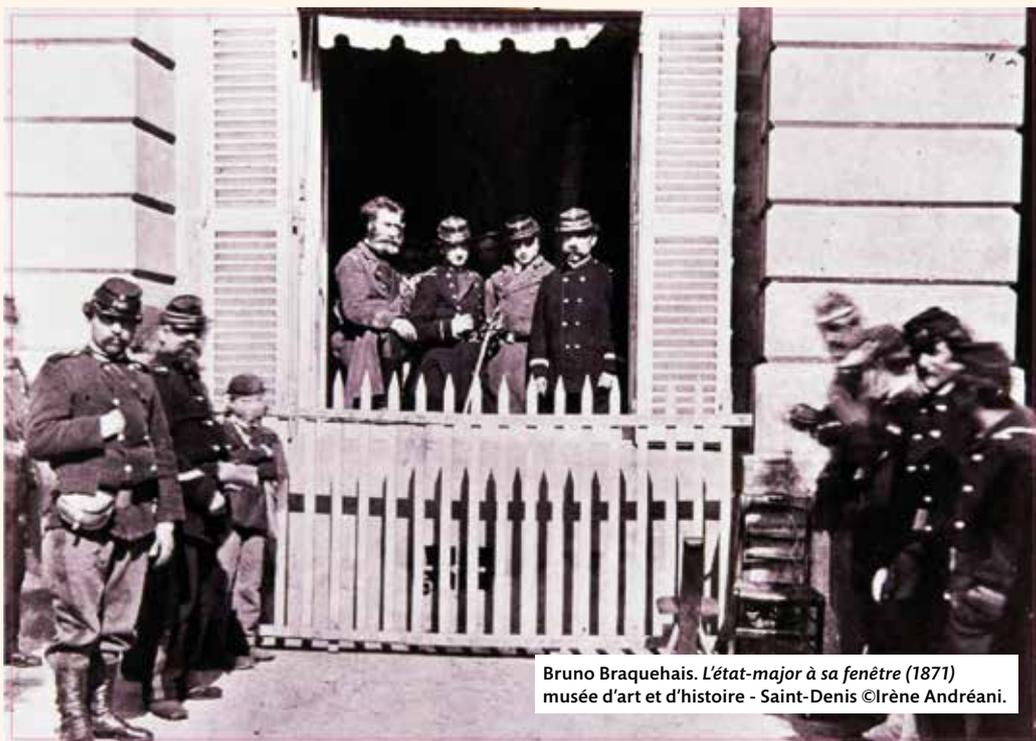
Bruno Braquehais. *Barricade rue de la Paix (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *L'heure de la soupe au ministère de la Justice (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



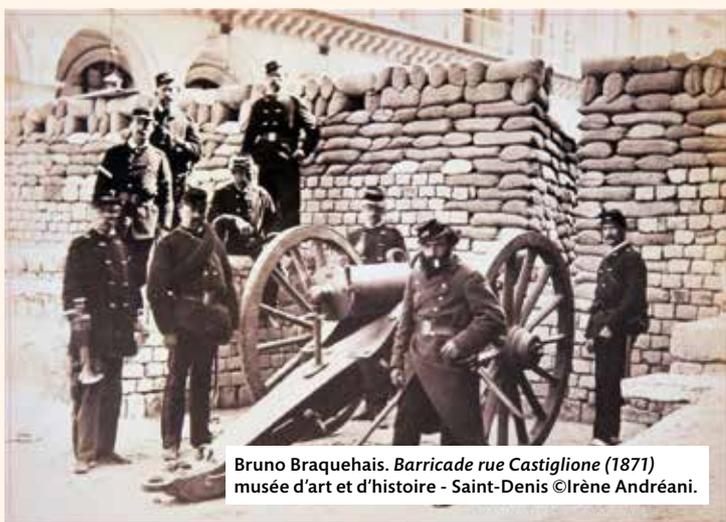
Bruno Braquehais. *Place Vendôme, groupe (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *L'état-major à sa fenêtre (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



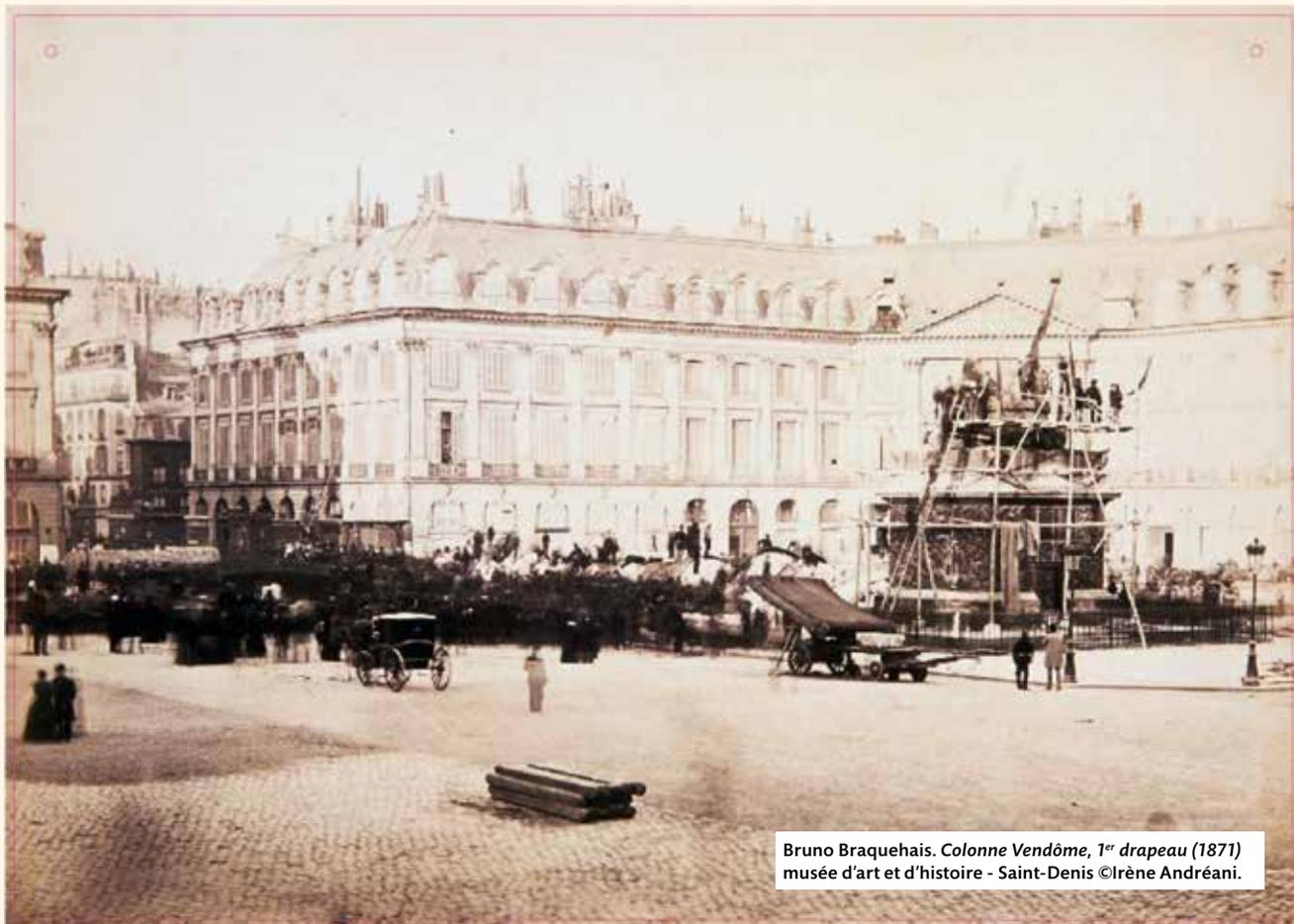
Bruno Braquehais. *Le commandant-Major (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Barricade rue Castiglione (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Batterie à la Porte Maillot 14 mai 5 heures du matin (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Colonne Vendôme, 1<sup>er</sup> drapeau* (1871)  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Maison Thiers : démolition façade* (1871)  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Colonne Vendôme* (1871)  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Explosion de la Cartoucherie (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Statue Napoléon 1<sup>er</sup> (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Palais des Tuilleries (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



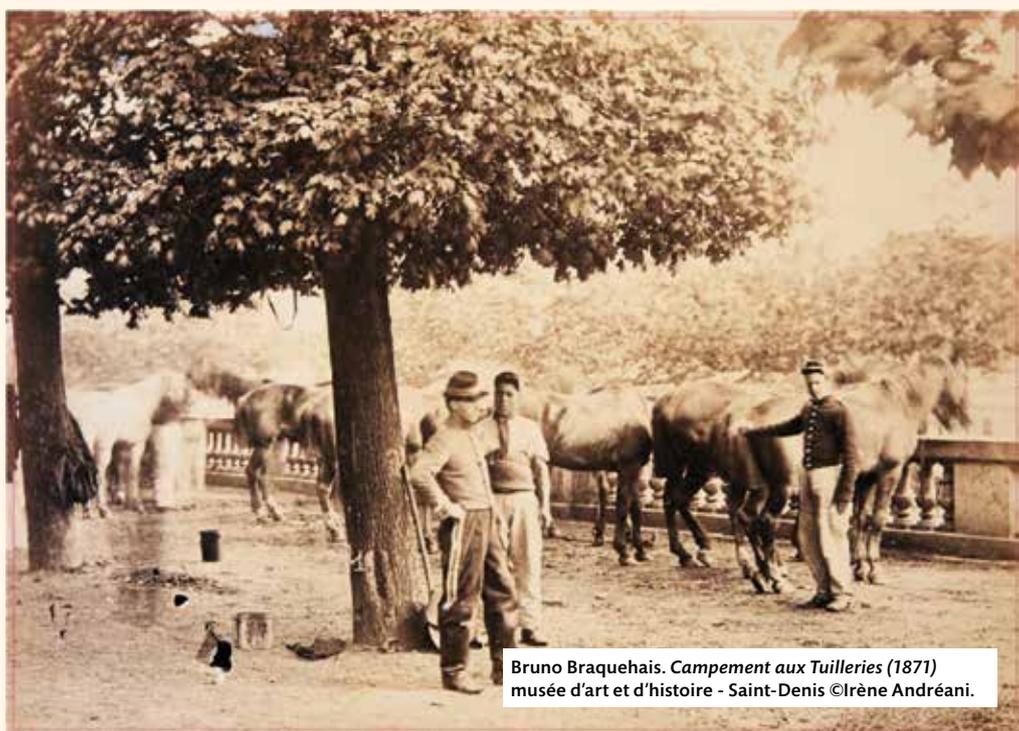
Bruno Braquehais. *La Cartoucherie (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



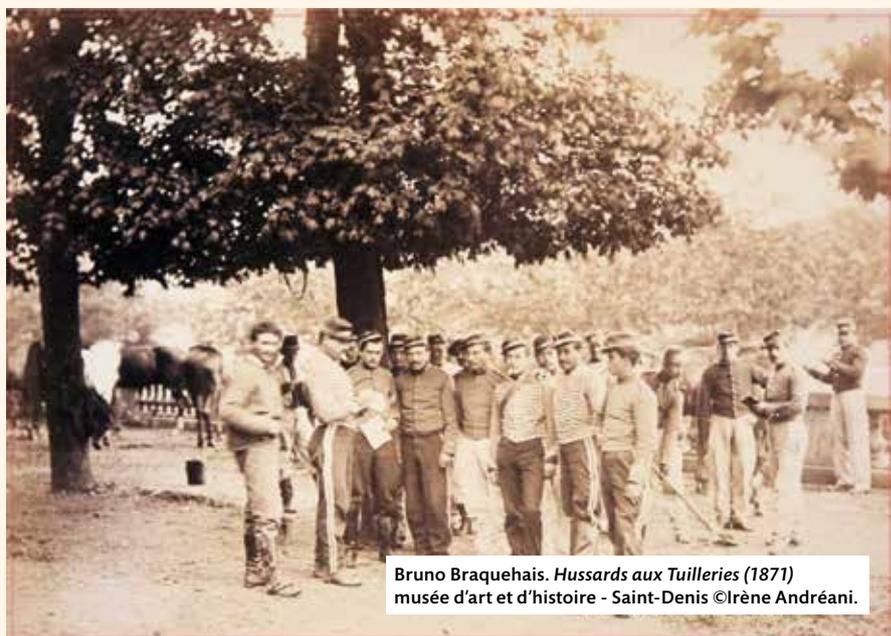
Bruno Braquehais. *Ministère des Finances, rue de Rivoli (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Groupe fédérés (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Campement aux Tuileries (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Hussards aux Tuileries (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Hôtel de Ville* (1871)  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Rue Saint-Martin* (1871)  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Avenue des Amandiers et rue de Malte* (1871)  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



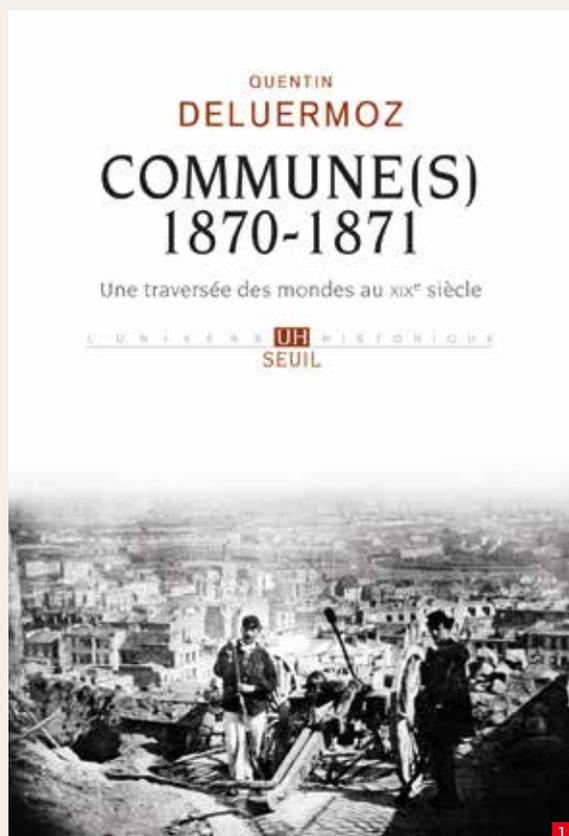
Bruno Braquehais. *Cour de Cassation (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Barricade mobile à la place Vendôme (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



Bruno Braquehais. *Rue du Bac (1871)*  
musée d'art et d'histoire - Saint-Denis ©Irène Andréani.



# La Commune de Paris cet évènement-monde

« Dans un monde globalisé où les formes de gouvernance politique et économique s'imposent et se standardisent, la référence à la Commune semble nourrir les revendications de plus en plus présentes d'un pouvoir de plus en plus horizontal ainsi que le principe des « mouvements sans leaders » qui caractérise nombre de ces protestations contemporaines ».

La Commune de Paris, troisième révolution du XIX<sup>e</sup> siècle après celles de 1830 et de 1848, est encore vivante au XXI<sup>e</sup> siècle car, d'après l'auteur, « elle fait sens, à une échelle globale, par-delà les redéfinitions idéologiques du siècle précédent qui semblaient l'avoir cadrée. Elle nourrit de nouvelles significations puisque, si elle est toujours synonyme de lutte sociale, elle fait aujourd'hui davantage écho aux réappropriations démocratiques qu'aux mouvements ouvriers auxquels elle a longtemps été associée ».

Si l'histoire de la Commune de Paris est certainement un des épisodes historiques les plus célèbres et les plus étudiés en France, avec une abondante bibliographie, Quentin Deluermoz livre ici une étude d'ampleur sous des angles jusque là inexplorés, et tente de répondre à une question centrale : comment expliquer que ces 72 jours ont pu avoir un impact politique et symbolique aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles à une triple échelle : nationale, européenne et globale ? Les approches connectées et comparées sont utilisées par l'historien. Celles-ci replacent d'abord la Commune dans la continuité de la guerre franco-prussienne de 1870, lors de laquelle des volontaires internationaux affluent de tous les pays (Italiens, Polonais, Irlandais, Uruguayens, etc.) pour combattre au

nom de la liberté des peuples. La présence d'étrangers parmi les insurgés a fait de la Commune un moment de lutte internationale tandis que les nouvelles techniques permettaient sa médiatisation quasi instantanée, notamment dans l'aire d'influence britannique (Canada, Inde) et l'espace atlantique (Brésil, Etats-Unis).

Quentin Deluermoz sort la Commune du cadre parisien, national ou même international, son travail étant intégré à une histoire impériale et globale des révolutions en plein essor. Paris n'est en effet pas la seule Commune ou ville en révolution : il y a une « nébuleuse révolutionnaire » entre septembre 1870 et juin 1871 constituée d'un ensemble d'insurrections qui ont chacune leur dynamique propre : parmi elles, une république rouge des anciens esclaves en Martinique ou encore une Commune de colons à Alger. Le leader kabyle Mokrani lance, le 16 mars 1871, une insurrection en Algérie que l'armée, trop occupée par les Communes en métropole, peine à mater. Le mouvement communaliste n'échappe donc pas au fait colonial et l'exemple algérois est original par son caractère républicain et « son étonnant projet, imprégné de la Grande Révolution comme de 1848 » qui semble constituer une « Commune coloniale ».

**1** Quentin DELUERMOZ, *Commune(s) (1870-1871). Une traversée des mondes au XIX<sup>e</sup> siècle, Paris, Seuil, L'Univers Historique, 2021.*

La Commune de Paris se saisit aussi « *par le bas* » et l'auteur le montre avec brio, en regardant ce qui se passe au niveau des quartiers, là où se joue « *l'action des groupes populaires* » dans « *les situations qui se déroulent en deçà du champ d'action de l'Hôtel de Ville* », comme l'administration extraordinaire, qui représente un enjeu majeur dans une ville insurgée où les nouveaux élus doivent montrer leur capacité à faire fonctionner la ville. La « *République de Paris* » est aussi un moment de révolte et de libération de la parole critique, où attentes et projets s'expriment de manière inédite dans la presse, les affiches, etc. Un autre lieu de cette parole libérée est le club : on y discute de la guerre, de la haine des curés et des propriétaires, de la fin de la misère, ou du souvenir du coup d'État du 2 décembre 1851. Toujours au ras du sol, la mémoire de la Révolution de 1789 – et même 1793 – est perçue dans le langage ordinaire : « *Monsieur* » ou « *Madame* » sont remplacés par « *citoyen, citoyenne* ».

**« Les recompositions de l'espace politique français, les ajustements des rapports de force européens et impériaux puis la manière dont le passé encore vif de la Commune s'exprime en plusieurs points de la planète. »**

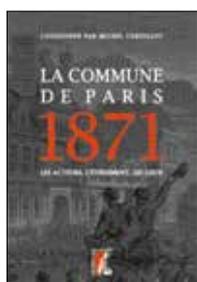
La dernière partie de l'ouvrage aborde la fin de la Commune puis « *les recompositions de l'espace politique français, les ajustements des rapports de force européens et impériaux puis la manière dont le passé encore vif de la Commune s'exprime en plusieurs points de la planète* ». Quentin Deluermoz retrace les temps forts de la reprise de Paris, dans les flammes et le sang. La Commune génère une constellation de résonances et de contre-résonances à grande échelle dont les acteurs et les actrices parisiens ont partiellement conscience : celle-ci devient « *le nouveau spectre global de la révolution* ». Elle fait l'objet de toutes les interprétations et réappropriations, qui accroît son poids, à commencer par celle de Karl Marx, dès juin 1871, qui fait paraître au nom de l'Association Internationale des Travailleurs, La Guerre civile en France. Dans les années 1870, dans de nombreux pays d'Amérique latine, on voit apparaître des journaux appelés La Comuna jusqu'à aujourd'hui et La Commune du Rojava : la Commune est bel et bien un événement-monde qui a marqué durablement les consciences et les perceptions de l'histoire.

Florent Godguin,  
professeur d'histoire en collège,  
chargé de cours à l'Université de Rouen.



# Bibliothèque du syndicat et de l'Union locale

Nous vous proposons une troisième liste d'ouvrages visant à renouer avec la mise en place de la bibliothèque du syndicat et de l'Union locale. Ces quelques ouvrages sur la Commune ne représentent qu'un échantillon des publications sur le sujet.



## La Commune de Paris 1871.

### *Les acteurs, l'événement, les lieux.*

Ivry, éditions de l'Atelier, 2021.

Ce livre coordonné, et non pas dirigé, dans le plus fidèle esprit communard par Michel Cordillot (professeur émérite à l'université Paris-8) est le 80<sup>e</sup> ouvrage de la série des Maitron et s'inscrit dans un rapport ancien à la Commune de Paris, qui fait également le bilan des nouvelles manières d'écrire l'histoire de cet événement-monde: d'une « histoire-passion » écrite dans le sillage de 1968 au moment du centenaire de l'événement, il s'agit aujourd'hui d'écrire une « histoire-raison » de la

période communarde. Cette œuvre de 1400 pages, véritable projet éditorial d'ampleur, est le résultat de quatre années de travail mené par des spécialistes de la Commune, d'histoire sociale et ouvrière. Le vocabulaire s'est complexifié: on ne parle plus seulement de bourgeois et d'ouvriers. Dans les 500 notices biographiques proposées, une large place est faite à la diversité des communards: dirigeants ou simples anonymes mentionnés dans un rapport de police ou un article de presse, étrangers (Italiens, Belges, Polonais) ayant participé à l'événement, femmes, etc. Un livre indispensable pour ce 150<sup>e</sup> anniversaire!



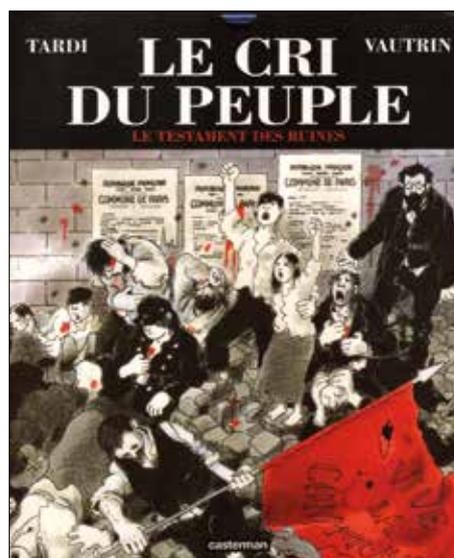
## Le Paris de la Commune 1871

Sous la direction de Jean-Louis Robert. Sylvie Aprile; Laure Godineau; Claudine Rey; Jacques Rougerie. Editions Belin.



## L'Insurgé

Jules Vallès  
Editions livre de poche Garnier Flammarion. 1970



## Le Cri du Peuple

L'intégrale de la Chronique (4 volumes) que Tardi a mise en scène à partir du roman héroïque et burlesque de Vautrin. 2011. Editions Casterman.



## Les femmes dans la Commune de Paris

Franchir les barricades  
Carolyn J. Eichner  
Editions de la Sorbonne 2020



LOCATIONS - VACANCES FRANCE

Pour cet été,  
Pensez à réserver maintenant !



[www.tlcvacances.fr](http://www.tlcvacances.fr)  
02.35.21.69.63